

JUGEMENT
N° 009/19/CACC/TCC
du 13 février 2019

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/0067

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET DU
CONTENTIEUX

Rose BINAZON

(Me Salomon K.
ABOU)

C/

Sanny MOUKAÏLA

(Me Maximin
POGNON)

PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU

JUGES CONSULAIRES : François AKOUTA et Maurice YEDOMON

MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU

GREFFIER : Hervé ADOUKONOU

DEBATS : Le 06 février 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en homologation d'accord de conciliation en dernier ressort, prononcé le 13 février 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Rose BINAZON, Commerçante, de nationalité béninoise, demeurant et domiciliée à Gbèdjromèdé, Commune de Cotonou, assistée de Maître Salomon K. ABOU, Avocat à la Cour ;

OBJET : Délai de grâce

D'UNE PART

DEFENDEUR :

Sanny MOUKAÏLA, Directeur de la Société Nexus Sarl, dont le siège est sis au quartier Scoa Gbeto, Carré 204, parcelle « C », 06 BP 2024, Cotonou, de nationalité béninoise, assisté de Maître Maximin POGNON, Avocat à la Cour ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Par exploit en date du 16 janvier 2019, BINAZON Rose a attiré MOUKAILA Sanny devant le tribunal de commerce de Cotonou en sollicitant qu'il lui plaise de lui accorder un délai de grâce d'un (01) an pour s'acquitter de la somme de quinze millions trois cent quatorze mille trois cent (15.314.300) FCFA, solde débiteur de ses relations d'affaires avec ce dernier ;

A l'audience de conciliation devant le tribunal, les parties ont amorcé des négociations qui ont abouti à la conclusion d'un accord en ces termes :

« - *MOUKAILA Sanny reconnaît que la somme de 15.314.300 FCFA est bien celle qui lui est due par BINAZON Rose ;*

- MOUKAILA Sanny consent à une période de différé de deux (02) mois à sa débitrice et un rééchelonnement du paiement sur une période de quatre (04) mois, soit la somme de trois millions huit cent vingt-huit mille cinq cent soixante-quinze (3.828.575) FCFA par mois » ;

MOUKAILA Sanny **demande en outre, au tribunal, d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;**

Le demandeur a accepté ces propositions pour mettre fin au litige et les parties ont sollicité un jugement pour constater cet accord de conciliation;

SUR L'HOMOLOGATION DE L'ACCORD DE CONCILIATION

Attendu qu'il est loisible aux parties à un litige de transiger sur les droits dont elles ont la libre disposition ;

Que l'article 469 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose qu'en « *dehors des cas où cet effet résulte du jugement, l'instance s'éteint accessoirement à l'action par l'effet de la transaction, de l'acquiescement, du désistement d'action ou, dans les actions non transmissibles par le décès d'une partie.*

L'extinction de l'instance est constatée par une décision de dessaisissement. Il appartient au juge de donner force exécutoire à l'acte constatant l'accord des parties, que celui-ci intervienne devant lui ou ait été conclu hors sa présence » ;

Attendu qu'en l'espèce, BINAZON Rose et MOUKAILA Sanny sont parvenus à un règlement à l'amiable du litige qui les oppose dans les termes suivants :

MOUKAILA Sanny consent à une période de différé de deux (02) mois à sa débitrice et un rééchelonnement du paiement sur une période de quatre (04) mois, soit la somme de trois millions huit cent vingt-huit mille cinq cent soixante-quinze (3.828.575) FCFA par mois, au terme de la période de différé ;

Attendu que cet accord de conciliation ne contient aucune disposition contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, d'en donner acte aux parties et de l'homologuer en lui conférant la force exécutoire d'un jugement conformément à l'article 469 susvisé ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en homologation d'accord de conciliation en dernier ressort ;

Donne acte à BINAZON Rose et MOUKAILA Sanny de l'accord de conciliation intervenu entre eux ;

Constate les termes de l'accord comme suit :

- MOUKAILA Sanny accorde une période de différé de deux (02) mois à compter de la présente décision à BINAZON Rose pour payer sa dette de quinze millions trois cent quatorze mille trois cent (15.314.300) FCFA ;
- BINAZON Rose paiera sa dette rééchelonnée sur quatre (04) mois, soit la somme de trois millions huit cent vingt-huit mille cinq cent soixante-quinze (3.828.575) FCFA par mois, au terme de la période de différé ;

Homologue cet accord de conciliation ;

Dit que cet accord a dorénavant la force exécutoire d'un jugement ;

Dit que chaque partie supporte ses dépens du procès ;

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT